

Interdépendances

**Intervention d'Isabelle Stengers lors de la rencontre
« Pérenniser, Partager, Transmettre »,
organisée par la Foncière Antidote à Aubervilliers le 12 novembre 2021
(transcription reprise par l'auteure)**

Présentation par Jade Lindgaard

Isabelle Stengers est philosophe, auteure de nombreux ouvrages. Elle a été sollicitée pour participer à cette journée car elle a beaucoup travaillé sur les communs. Elle a publié notamment « Réactiver le sens commun » en 2020 à La Découverte/Les Empêcheurs de penser en rond. En plus de son travail de chercheuse, elle fait partie des personnes qui, avec beaucoup de générosité, introduisent de nombreux auteurs, auteures et activistes en France. Je pense au travail avec Starhawk¹ par exemple, ou les nombreuses préfaces, introductions, notamment David Abram². Ce travail de passage et de transmission, c'est ce qui tient à coeur aux personnes présentes.

En préambule, pourquoi avoir accepté de venir participer à cette journée ?

Isabelle Stengers

La réponse à la question tient dans la manière dont, dans le programme, nous sommes, Sarah et moi, présentées : comme amies, au sens où j'ai lu ce que signifie amie dans le langage de *la Foncière Antidote*. Cette proposition d'amitié, adressée aux chercheuses patentées que nous sommes, traduit l'une des dimensions qui pour moi est primordiale, et constitutive de l'originalité de la proposition qui est présentée aujourd'hui. Je viens parce que ce rôle qui m'est proposé en venant comme amie m'intéresse et me semble partie prenante de transformations qui peuvent être très importantes pour le monde académique. Ce monde académique qui nous dit qu'il souffre, et qui essaie péniblement de bouger. C'est là une occasion pour lui d'apprendre à bouger. C'est d'ailleurs je crois la caractéristique de notre époque depuis quinze ans, un besoin de rendre nos savoirs pertinents et d'activer la mise à disposition d'auteurs que l'on juge importants, et qui font le même effort de créer des savoirs qui aident à bouger. Je suis assez fière d'avoir traduit David Abram, et aidé à traduire Anna Tsing³ et d'autres comme Donna Haraway⁴.

Il y a un mouvement souterrain, mais avec des interstices qui s'ouvrent, me semble-t-il, où des chercheurs reconnus, patentés comme on dit, changent de pratiques, enfin modifient leurs pratiques pour s'adresser non plus à leurs collègues, mais au monde tel qu'il se fait.

¹ écrivaine et militante écoféministe. Livres : *Rêver l'obscur* et *Quel monde voulons nous ?* aux Éditions Cambourakis

² philosophe et écologiste américain. Livre en français : *Comment la terre s'est tue*

³ professeure américaine d'anthropologie, études féministes et environnementales. Livre : *Le Champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, La Découverte/Les Empêcheurs de penser en rond, 2017, et, chez le même éditeur, *Friction. Délires et faux-semblants de la globalité*, 2020

⁴ *Vivre avec le trouble*, Éditions des mondes à faire, et *Quand les espèces se rencontrent*, La Découverte/Les Empêcheurs de penser en rond, 2021

Je crois que Sarah Vanuxem en est un exemple parfait. Elle travaille sur l'histoire d'une histoire longue du droit, d'un passé profond, d'une multiplicité, et cela ouvre l'imagination, nous délivre de l'idée que l'histoire du droit a trouvé sa justification dans son devenir moderne, celui que nous connaissons. Le rôle des historiens aujourd'hui est extraordinaire. Des historiens comme Jason Moore⁵ mais aussi Silvia Federici⁶, ou encore Peter Linebaugh⁷ auteur d'un manifeste qui a véritablement « rejointoyé » le combat marxiste et la lutte contre les enclosures, lutte qui a été une quasi colonne vertébrale de la conflictualité politico-sociale propre à l'Angleterre. Mais qui n'est pas encore traduit ! Les anthropologues aussi s'y mettent, et soudain abandonnent les catégories comme « croyances », etc. qui pouvaient nous permettre de nous considérer comme l'aboutissement d'une évolution normale vers le progrès, et qui nous montrent plutôt à quel point nous sommes des exceptions bizarres, et je dirais « mal cuites », dans le concert des manières de vivre, de faire en commun et d'habiter la Terre qui nous ont précédées et qui continuent à résister autour de nous.

Même les biologistes ont abandonné de plus en plus cette notion d'individu qui a triomphé avec les temps modernes. Scott Gilbert⁸ a écrit, avec plein de collaborateurs, un article au titre retentissant : « Nous n'avons jamais été des individus ». Et ces biologistes savent ce qu'ils font quand ils affirment que le sens même du mot vie a changé : l'histoire de la vie sur Terre n'est plus dominée par la compétition, elle est devenue une histoire de création de symbioses, de coopérations, d'associations mutualistes... Et ça change énormément de choses dans leur rapport à la modernité et à l'idée de progrès. C'est désormais l'interdépendance qui est au centre de la biologie. Or, qu'est-ce que nous voyons ? Nous voyons que l'une des manières de décrire notre devenir moderne, c'est l'éradication des interdépendances, pour créer cet individu à la fois impuissant et souverain que nous connaissons bien.

Il y a aussi des sociologues qui se détournent de la création d'un savoir objectif « à propos de... » et se mettent à l'enquête pour apprendre de et avec les groupes qui bougent. Ils n'ont plus envie de rencontrer les groupes qu'on peut soumettre à leurs définitions, leur objectivité, mais des groupes qui leur en apprennent et avec qui ils peuvent apprendre. Cette transformation, je l'ai vue se produire. J'y ai un peu participé, mais j'en ai surtout bénéficié comme philosophe.

Je voudrais, parce que c'est la moindre des politesses, caractériser le chemin qui m'a menée jusqu'à vous. J'ai toujours aimé ce que j'ai appelé les pratiques scientifiques parce que je les vois vivantes, mais j'ai toujours vu aussi qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Pourquoi ces chercheurs, qui se rendent intelligents les uns les autres quand leur pratique est vivante – pas quand elle se borne à extraire des faits au nom d'une méthode garante d'objectivité – deviennent-ils des censeurs bêtes et arrogants dès qu'ils pensent au-delà de leurs réseaux, au-delà de leur « entre soi » qui les rend intelligents ? L'une des manifestations de cette bêtise, de cette arrogance, de cette naïveté qui m'a mis vraiment le nez sur ce problème a été ce qu'on a appelé « la guerre des sciences » dans les années 90 :

⁵ Professeur de sociologie à l'université de Binghamton et coordinateur du Réseau de recherche sur l'écologie-monde, a écrit notamment, avec Raj Patel, *Comment notre monde est devenu cheap*, Flammarion, 2018

⁶ *Caliban et la sorcière*, Éditions Entremonde, 2014

⁷ *The Magna Carta Manifesto: Liberties and Commons for All*, University of California Press, Berkeley, 2008

⁸ Biologiste, l'un des fondateurs de la biologie écologique développementale, qui a donné un terrible coup de vieux à la fable de l'individu programmé génétiquement

une dispute entre des sociologues et autres penseurs critiques et des scientifiques furieux pour déterminer qui aura la parole souveraine sur ce qu'il en est des sciences. Les scientifiques refusaient que les sociologues les asservissent à leurs propres catégories, en fassent des pratiques sociales comme les autres. Comment osaient-ils prétendre que les lois de la physique étaient de simples constructions ! Ce qui est frappant est que cette guerre, avec ses retentissements dramatisants des médias, était livrée pour un public qui était censé rester au balcon. Les uns parlaient de démystifier la science, les autres annonçaient la montée de l'irrationalité. Je me souviens d'une biologiste qui a même écrit que les droits humains étaient en danger.

Ce qui m'a éveillée à la dimension politique de cette tragi-comédie, ce qui a fait que je suis entrée dans un milieu vivant, qui m'a fait penser que les praticiens scientifiques pouvaient devenir capables d'autre chose si leur milieu changeait, a été ce que j'appelle l'événement OGM. Cela a été un événement car les opposants aux OGM, qui avaient des raisons divergentes de le faire, ont su faire cause commune au sens fort, au sens où ils se sont vraiment intéressés aux raisons les uns des autres. C'est ce qui les a rendus capables d'opposer aux experts un type de savoir qui a fait bafouiller ces derniers et a montré l'existence de vastes zones de non savoir, qui correspondaient précisément à ce que les scientifiques n'étudiaient pas, ne considéraient pas comme bon à savoir, alors qu'il s'agissait de questions, politiquement et du point de vue de l'avenir, cruciales et essentielles. Les experts ont été dépassés et, du coup, ce qui est apparu c'est que l'arrogance des scientifiques, leur naïveté, traduisait non pas une sorte d'esprit scientifique (« laissez-moi penser, nous devons avoir du temps pour penser... »), mais la désertification de leur milieu, le fait que ce milieu ne les avait jamais fait penser à la différence entre les OGM de labo et des OGM brevetés, cultivés pendant des années en plein champ, inondés d'herbicides auxquels eux-mêmes résistaient, et transmettant les gènes permettant cette résistance à ce qui est effectivement devenu depuis des « super mauvaises herbes », sans parler des dégâts sanitaires des herbicides sur tous les vivants aux alentours...

Pas mal de praticiens scientifiques ont un peu bougé, ont dû reconnaître que la définition tant de l'objectivité que du progrès qui avait prévalu était légèrement tendancieuse. Cette définition impliquait que ceux que préoccupent des questions dites non-scientifiques n'avaient rien à dire. Et le fait qu'ils l'aient appris grâce à l'intervention d'un « public » qui était censé être maintenu à distance respectueuse a fait réfléchir pas mal de ces praticiens. Plus question de hurler au danger de la montée de l'irrationalité si « le public cesse de croire à la science ». Et j'ai bougé aussi. Cette notion de « public qui doit croire à la science » traduit l'absence d'un milieu qui demande aux scientifiques de cesser d'y croire, Et je parle bien d'un milieu actif, pas de ce qui se passe aujourd'hui quand se propagent des rumeurs et que des individus en blouse blanche affirment révéler la vérité qu'on cache au public. Cela, c'est plutôt la résultante de la catastrophe politique d'une science qui est effectivement de plus en plus asservie aux intérêts de l'industrie et de l'État et qui, au lieu de partager ses raisons mais aussi ses hésitations, continue à prétendre à l'autorité – cela se retourne contre elle. Elle a le public qu'elle mérite, pas un milieu actif et interpellant, mais une révolte diffuse et vulnérable à l'idée qu'il y a une vérité et que le reste est mensonge.

Pour ce qui me concerne, j'ai appris, aidée par Starhawk, à penser que la modernité doit s'envisager sur fond d'une destruction de pratiques de vivre ensemble et de faire culture, qui perdure aujourd'hui au nom des nécessités de l'économie. Ce qu'on a appelé progrès est inséparable d'une opération systématique d'éradication tant en Europe que dans les terres colonisées. Cela change beaucoup de choses de se savoir issu d'un désastre violent et non d'une histoire où, comme l'affirme le slogan de mon université, « La lumière vainc les ténèbres ». Cela donne leur nécessité aux pratiques engagées dans ce que les activistes

américains ont appelé *reclaim*. J'avais un peu peur d'employer le mot « réappropriation » pour traduire *reclaim* jusqu'à ce que, à travers tous ces échanges entre amis qui s'entraident, Sarah Vanuxem m'ait fait prendre conscience que « approprié » ça veut aussi dire « redevenir propre ». Et effectivement, dans le *reclaim* activiste, il y a « réclamer ce dont on a été séparé », mais aussi « guérir de cette séparation », redevenir « propre » à vivre autrement que sur ce mode issu de la séparation.

C'est ce à quoi cette longue introduction voulait en venir. Il me semble que *la Foncière Antidote* est bien nommée. L'antidote, c'est ce qui permet au corps de guérir de ce qui l'empoisonne. En l'occurrence toute la constellation des poisons qui s'articulent autour de la « propriété ». Mais pas la propriété au sens où l'on en retrouve un peu partout des versions intéressantes. J'ai beaucoup apprécié la manière dont le sens du mot a été apprivoisé dans vos textes, la manière dont vous vous êtes éloignés des redoutables utopies issues du « tout est à tout le monde ». La propriété qui empoisonne est celle de la souveraineté moderne du propriétaire, qui n'a de compte à rendre à personne quant à ce qu'il fait de son bien, et des conséquences de ce qui n'est pas seulement le droit de jouir mais aussi d'abuser. Cette définition moderne, que l'État a dû évidemment un peu compliquer au nom de l'intérêt général, dont il détient la définition, reste néanmoins l'idéal. Les propriétaires ne peuvent être contraints sans de très bonnes raisons reconnues par la loi. Cette définition correspond évidemment à celle de l'*homo œconomicus*, qui fait valoir son intérêt autant que possible et aussi loin que possible.

On peut dénoncer ces définitions mais je voudrais ici les présenter en tant que poison. Car elles ont un privilège qui ne doit surtout pas nous séduire. Ce qui serait le cas si on reprochait à *la Foncière Antidote* de ne pas se donner un objectif généralisable à toutes les luttes contre la propriété, de fabriquer un montage compliqué et sélectif. De telles définitions sont ce que, à la suite d'Anna Tsing, j'appellerai « scalables », indifférentes à l'échelle et aux circonstances. La différence entre usage et abus n'est pas scalable, elle réclame d'être pensée, négociée, elle est matière à préoccupation collective. La modernité a fait prévaloir la scalabilité, qui est un mot assez horrible, venant des disciplines techniques. *Scalability* en anglais, c'est ce qui caractérise un dispositif qui peut, sans devoir être modifié, avoir des entrées, des usagers, des types d'utilité en extension. Il est indifférent à l'échelle par rapport à laquelle il a été conçu. Et en fait cette indifférence d'échelle est un autre nom pour ce que les Modernes appellent rationalité. Indifférence d'échelle, ça veut dire que l'objet qui a été défini, scientifiquement ou légalement, doit rester le même quelles que soient la situation, l'histoire, les attachements qui sont les siens. Vous voulez une science universelle, c'est à dire scalable, donc vous devez rendre scalable ce que vous étudiez et renvoyer le reste à l'anecdote. Les définitions « rationnelles » ne sont jamais neutres car elles ont pour condition de « rendre scalable » alors que, comme Tsing l'a souligné, rien sur Terre n'est scalable. Dans le ciel oui. L'astronomie newtonienne est le triomphe de la scalabilité. Toute masse en vaut une autre. La Terre attire de la même manière la Lune, le Soleil et la pomme. Et le Soleil n'est en rien le souverain de notre système, il est juste plus lourd. Donc oui, la gravitation universelle, c'est un cas, mais c'est dans le ciel.

Sur Terre la scalabilité est toujours le résultat d'une opération. Rendre scalable c'est, pourrait-on dire, abstraire les êtres de leurs mondes, les séparer de leur capacité à se rencontrer, à être transformés par les rencontres, à faire mémoire, à faire des histoires. C'est les rendre soumis à leur définition. Parfois c'est une réussite, parce que l'être défini peut changer de milieu, être transplanté typiquement dans le milieu outillé et purifié du laboratoire, en conservant ce qui permet de le définir. De telles réussites ont fait exister le foisonnement des êtres expérimentaux, du neutrino à l'atome, aux molécules et à celles des

bactéries qui peuvent se reproduire dans ce milieu, une minorité sait-on désormais. Mais le premier exemple d'une telle opération proposé par Tsing dans son *Champignon de la fin du monde*, c'est la plantation. Là nous voyons le « rendre scalable » à l'œuvre, l'horreur de la scalabilité quand il s'agit de mettre au travail tant des végétaux que des humains. La recette pour une plantation, sucrière notamment, c'est d'abord profiter de ce que les cannes à sucre sont des clones, importées d'ailleurs, qui peuvent se reproduire à l'identique et ne peuvent nouer de relations « parasites » avec les plantes locales. Elles ne trouveront aucun cousin ou cousine avec qui échanger génétiquement ou faire association. Les clones restent ce qu'ils sont : pas de rencontre. Mais le lieu a aussi été débarrassé de ses habitants. Ceux qui travaillent sont aussi transplantés, des esclaves parlant des tas de langues différentes, et n'ayant aucun lien avec les peuples autochtones qui survivent aux alentours, ne pouvant trouver ni aide ni complicité. La scalabilité n'est jamais parfaite, il faut toujours veiller aux « fuites » : les esclaves marrons ont pu trouver refuge dans des lieux inaccessibles où ils ont refait société.

La plantation scalable répond à un modèle préindustriel, et dans l'agriculture industrielle de la monoculture les clones végétaux sont partout aujourd'hui. Les paysans ont été séparés de leurs savoirs non scalables, liés aux terres qu'ils habitaient, à ces particularités climatiques, à leurs relations avec les marchés locaux. Ils produisent pour le Marché et en dépendent comme nous dépendons de la grande distribution. Ils sont mis au travail comme nous sommes mis à la consommation. Je dirais que les individus, que ce soient des paysans, des chercheurs, ou tout un chacun, sont tous étranglés par des chaînes de dépendance anonymes qui les rendent scalables, gérables par statistiques et mots d'ordre. Au lieu de l'interdépendance à cultiver, fragile, qui s'accompagne de savoirs à transmettre, il y a des chaînes de dépendance, évidemment moins horribles que les chaînes des esclaves, mais qui nous étranglent néanmoins. Et je crois que le trait commun de ceux qui pourraient devenir vos amis, c'est qu'ils ont appris à se sentir, sur un mode sensible, étranglés par ces chaînes de dépendance.

La scalabilité opère à chaque fois sur des modes différents, mais elle a le même coût, et ce n'est pas seulement l'industrie qui en a fait la norme mais aussi ce qu'on peut appeler la rationalité d'État. Je me souviens de ma stupéfaction lorsque j'ai appris que dans les grandes administrations comme l'administration européenne les fonctionnaires étaient systématiquement déplacés, transplantés vers d'autres domaines d'activité pour éviter qu'ils développent des liens sensibles avec ceux au contact desquels ils travaillaient. Pas pour éviter le risque de corruption, mais pour ne pas cesser d'être des outils aveugles et indifférents aux conséquences des règlements. Je me souviens aussi, lors d'un procès pour avoir participé à une légère opération anti-Monsanto en Belgique, que j'ai été tout à coup choquée parce que l'avocat disait en parlant de Monsanto « ma cliente ». Comme si c'était une vieille dame que nous avions bousculée pour lui voler son sac. Non, c'est une entreprise, mais la fiction du sujet de droit a permis de lui étendre tranquillement la « même » protection que la vieille dame, avec bien sûr des avocats nettement mieux payés et mieux outillés...

Scalabilité des réglementations, indifférentes à la différence entre qui elles étranglent et qui s'en arrange. Scalabilité du droit, aveugle au caractère abstrait de son idéal, l'égalité devant le droit des chômeurs ou des SDF et des riches et des puissants. Scalabilité de la force de travail, bien évidemment. Mais aussi scalabilité de l'objectivité dite scientifique, qui considère comme obstacles toutes les circonstances, tous les attachements, toutes les manières de faire et de penser qui font barrière à son extension, tout ce qui « fait des histoires ». Donc cette science effectivement ne pouvait que s'adresser à un public qui ne ferait pas d'histoire, contrairement à la coalition qui a su s'opposer aux OGM. Les gens

peuvent bien enrager, devenir fous comme autour des aéroports : on leur impose des faits réglementaires, des niveaux de nuisance sonore mesurés objectivement, et qu'importe que le bruit auquel il manque quelques décibels pour être reconnu puisse devenir insupportable parce que ceux qui le vivent se sentent négligés, méprisés. Cela doit être ignoré, c'est « subjectif ».

Parfois, ce qui avait été éradiqué avec un apparent succès revient. On appelle cela résurgence. Et lorsque l'éradication a été délibérée, ce qui revient ne revient pas à l'identique, parce qu'il revient dans un milieu hostile. Les communaux aujourd'hui font résurgence dans un paysage institutionnel qui a coopéré à leur éradication et la tient pour acquise, et aussi dans un milieu d'habitudes, de « j'ai bien le droit, ce que je fais ne vous regarde pas » individualiste qui tient lieu de liberté à ceux qui dépendent de chaînes multiples et interconnectées. Se réapproprier la capacité de participer à un faire, c'est lutter mais aussi guérir, *reclaim*. C'est pourquoi les acteurs de la résurgence de ce que les Anglo-Américains appellent les *commons* ont pour refrain *no commons without commoning* ou *without becoming a commoner*. Ce devenir ne concernait pas les anciens *commoners*. Ils vivaient dans un monde de traditions et de coutumes qui n'était pas statique, mais qui se réinventait au fur et à mesure avec des gens outillés, qui avaient l'art de l'attention et de l'interdépendance, qui apprenaient sans drame ce que demandait l'existence continuée de leur lieu de vie. Et ils vivaient dans un environnement, dans un milieu social qui les considérait comme légitimes. Et il ne concerne pas non plus les entreprises qui se livrent à une forme de *commonswashing*, prétendant à une gestion participative. Mais les « communalistes » d'aujourd'hui doivent redevenir capables d'une culture de l'interdépendance, des pratiques qui engagent à penser et à faire ensemble. Et la résurgence de cette culture, qui commence seulement en France, et sur un mode assez différent, demande des expérimentations pragmatiques qui peuvent intéresser tous ceux que vous nommez des « amis » car nous avons tous besoin de guérir. J'ai besoin par exemple que ce que j'ai appelé « l'événement OGM » ne soit plus un événement mais un ancêtre pour de nouveaux chercheurs et chercheuses, diplômé.es ou non, qui apprennent à expérimenter avec des dispositifs qui ne luttent pas seulement contre les chaînes de dépendances, mais génèrent le type de « faire sens en commun » qui a donné son efficacité à une résistance que l'État et l'industrie n'ont pu balayer comme réactionnaire et refusant le progrès.

Quand j'ai lu l'histoire de *la Foncière Antidote* et la manière dont elle a articulé le montage juridico-administratif qui nous est ici présenté, je me suis dit : voilà l'œuvre de ce nouveau type de chercheurs. Vous savez qu'aujourd'hui il y a des paysans et des paysannes qui essaient d'échapper à l'agriculture industrielle, de créer des collectifs de savoir et d'entraide afin de recréer une agriculture durable sur des modes non scalables, car ancrés dans les particularités locales. Ils savent qu'ils ne pourront pas le faire isolément, et se présentent comme paysans-chercheurs. Eh bien je dirais que les membres de *la Foncière Antidote*, qui ont conçu ce montage, sont également des chercheurs d'aujourd'hui. Et leur recherche répond à ce nom qu'ils ont trouvé : chercher des antidotes aux poisons de ce milieu qui est le nôtre. À ces poisons qui viennent à la fois de l'extérieur, comme la question des droits de propriété, mais aussi à ce qui nous empoisonne nous-mêmes. Il s'agit bien de guérir, de créer des contrepoisons. Mais on ne guérit pas de manière générale. Le point de départ est toujours situé, la guérison est toujours une transformation. Les chercheurs sont situés par leur expérience, qui est celle de la difficulté pour des collectifs qui ont entrepris de soustraire des biens fonciers au marché de le faire de manière durable, de tenir dans le temps. Ils cherchent à ce que leur montage génère un processus qui fasse antidote contre le poison qui menace beaucoup d'opérations de réappropriation : se retrouver « entre soi » une fois passés les premiers temps

enthousiastes, ou alors se disperser. Et ils savent que la moralisation, fût-elle militante, n'est pas l'antidote car elle se fie à des principes scalables qui se fissurent lorsque les conflits s'empoisonnent.

Résister à l'entre-soi est un souci général, mais lui résister en pratiquant l'ouverture par principe n'est pas synonyme de processus de guérison, plutôt de soumission à un impératif scalable, politico-moral, qui fait que bien des groupes ne durent pas. Comment on fait est une question technique à laquelle ne doivent pas répondre des critères de sélection, qui sont aussi des critères d'exclusion, mais pose la question de processus qui activent et entretiennent la capacité de celles et ceux qui y participent à s'ouvrir. De tels processus, parce qu'ils visent à susciter une transformation, impliquent des dispositifs. J'ai appelé « dispositifs génératifs »⁹ les dispositifs dont la vocation est de susciter des significations, des accords, des sens, des savoirs de type nouveau partagés par celles et ceux qui s'y engagent.

La résurgence contemporaine des communaux me semble demander de tels dispositifs, plutôt qu'une définition de ce que serait un « vrai communal » par rapport aux multiples contrefaçons accueillies avec bienveillance aujourd'hui. Un communal doit certes refuser la dépendance à l'État et au Marché et viser la durée, et non la démonstration héroïque que rien n'est possible dans ce milieu hostile. Mais la manière, pour les collectifs, de devenir propres au lieu qu'ils font leur, et qui aussi bien les fait siens, ne devrait pas avoir de définition unique, scalable. Il y a aujourd'hui un accord assez général sur l'idée que ce lieu ne devrait pas être défini comme une simple ressource. Mais si cette idée prévaut avant de devenir une évidence sensible, elle ne fabriquera pas des *commoners*. C'est pourquoi, ai-je écrit avec Serge Gutwirth, un juriste de la Vrije Universiteit Brussel qui est parmi ceux dont vous pouvez faire vos amis¹⁰, que les communs résurgents doivent être génératifs, transformer celles et ceux qui y participent, les rendre sensibles à de nouvelles questions, de nouvelles possibilités de rapport, de nouveaux modes d'interdépendance avec les êtres du lieu et de ses alentours. Or, s'engager dans l'association *Les Passagères de l'Usage*, qui est l'organe souverain dans le montage qui nous est présenté, c'est bien en effet avoir à se situer dans un milieu qui va mettre celles et ceux qui s'y engagent en mouvement et en sensibilité, qui va les faire « grandir ». C'est ce que je voudrais souligner pour terminer.

Votre texte « Notre rapport à la thune », qui traite de la levée de fonds nécessaire et, au-delà, du rapport à l'argent, est véritablement un texte de chercheurs qui savent que cette levée de fonds engage le collectif, s'il est coopté, à une véritable épreuve qui peut l'empoisonner. Il s'attaque à un poison, notre pudeur par rapport à l'argent, c'est à dire aussi notre évitement par rapport aux inégalités sociales, et il ne moralise pas en disant « attention, il faut être égaux ! ». Non, il dit « parlez-en », et il montre pourquoi il faut en parler, c'est à dire comment les crises viendront de ce dont on n'a pas su parler. Quand elles viendront. Quand l'enthousiasme initial sera passé. Donc les groupes qui s'adressent à l'Association *les Passagères*, qui voudraient participer, être cooptés, sont accueillis immédiatement par un discours sur les conditions d'une transformation qui sera la leur, et non pas par des consignes et des conditions scalables d'acceptabilité (« êtes-vous vraiment démocratiques ? »). La démocratie, on va l'apprendre ensemble. Aborder dès le début des contacts la levée de fonds comme épreuve dont le collectif aura à se rendre capable, c'est demander au collectif candidat de ne pas penser *la Foncière* comme solution sympathique,

⁹ Isabelle Stengers, *Réactiver le sens commun*, coll. *Les Empêcheurs de penser en rond*, La Découverte, 2020

¹⁰ Serge Gutwirth et Isabelle Stengers, « Le droit à l'épreuve de la résurgence des Commons », in *Revue Juridique de l'Environnement*, n°2, p. 306-343

mais comme engagement pour un trajet de transformation. C'est le propre des dispositifs génératifs, contrairement aux dispositifs de pouvoir caractérisés par Michel Foucault, que de demander explicitement à ceux qui y participent de se savoir en besoin de « grandir », de devenir capables de sentir ce que demande une interdépendance qui doit se créer à travers les différences et non malgré elles, non en les ignorant par pudeur morale. Ainsi lorsqu'un collectif fait acte de candidature, il ne lui sera pas demandé de se conformer à un modèle (scalable) mais de savoir qu'il opte pour ce qui ne lui facilitera pas la vie mais lui demandera un trajet qui ne vise pas à lui faciliter la vie mais à le rendre capable de ce qu'il ne pourrait sans doute pas isolément : faire exister dans la durée ce à quoi il est attaché. Ceux qui sont cooptés seront sans doute aidés pour acquérir un bien, mais ils devront le faire par eux-mêmes. Et ils n'en resteront pourtant pas propriétaires mais en seront les « passagers », engagés sur un mode qui signifie que ce qu'ils ont fait exister ne leur appartient pas, continuera à vivre, même sans eux, hors retour à la « norme ».

J'en viens maintenant au montage lui-même et au Conseil communal, qui est à la fois souverain en ce qui concerne la gestion de la foncière et garant de ce que cet outil ne sera pas détourné de sa fonction. Le fait que les membres fondateurs, les chercheurs qui ont agencé ce dispositif, aient pour vocation de se retirer et de laisser à terme les usagers aux commandes implique que les collectifs usagers se sont engagés à devenir capables d'envoyer des délégués, et cela par rotation et sur un mode révocable. Ce qui demande qu'il y ait un lien vivant entre la manière de décider dans les conseils communaux et ce qui reviendra dans les différents collectifs à propos de ce qui s'y passe. Là aussi, ce fonctionnement fait antidote à l'entre-soi de ceux qui endosseraient le rôle de délégué et s'y spécialiseraient (« la participation à la foncière, c'est son truc »). Les participants savent que le dispositif ne tiendra que s'il génère à tous les niveaux une culture qui fait grandir, c'est à dire ouvre celles et ceux qui y participent à des habitudes d'entraide, de savoir raconter les récits de ce qui leur arrive, de savoir entendre les récits de ce qui arrive ailleurs, de savoir donner des conseils, de se mêler de ce qui ne les regarde pas, mais dans une perspective d'apprendre les uns des autres, d'interdépendance et aussi de plaisir : préoccupation connexe mais cruciale car il ne faut jamais oublier que participer ne doit pas être se sacrifier. Il y a là toute une culture de ce que seraient des groupes à la fois autonomes mais non pas auto-suffisants, qui participent à un milieu, qui savent qu'ils peuvent être aidés mais aussi en aider d'autres. Grandir c'est aussi savoir demander de l'aide.

Les Commissions traduisent, elles aussi, cette pensée d'une transmission dont l'enjeu est ici de générer un non-cloisonnement par compétence, un entre-soi des compétents. La compétence n'est pas exigée mais doit non seulement être transmise mais « grandir », s'ouvrir à sa reprise par d'autres. Chaque Commission telle que son fonctionnement est caractérisé se doit de créer avec les débutants des rapports qui les autorisent à se sentir capables de leur rôle, même s'ils sont en train de l'apprendre. Les savoirs spécialisés qu'elle met à l'œuvre doivent devenir matière à une véritable culture, mise en culture active de la capacité d'apprendre avec et grâce à, qui a été éradiquée lorsqu'a été créé l'individu souverain et impuissant, toujours dépendant d'autres qui savent mieux.

Pour terminer, que les « amis » puissent participer sur invitation aux Commissions où se discutent des problèmes auxquels leur savoir technique peut contribuer est je crois une offre généreuse et vitale pour les chercheurs qui ont besoin de milieux avec lesquels apprendre, des milieux qui ne soient pas le « public » qu'il faut sans cesse « recadrer », mais des interlocuteurs qui les forcent à situer leur savoir, à se débarrasser de l'idéal de la scalabilité, à apprendre comment il peut devenir pertinent. Des interlocuteurs qui sont aussi, à leur manière, des chercheurs. Et effectivement, il me semble qu'en générant une

culture de l'interdépendance, de l'expérience sensible d'être autonomes mais non autosuffisants, le dispositif monté par *la Foncière Antidote* a, pour l'une de ses efficacités, de faire émerger une fabrique de chercheurs.

Et cela c'est politique. C'est la création du milieu actif et exigeant dont les scientifiques ont vitalement besoin pour se libérer de l'alliance qui les asservit à l'État et l'entreprise, mais aussi qui les sépare de celles et ceux qui pourraient leur permettre de se rendre dignes du métier de chercheur, de ne pas être mobilisés par l'avancée d'un savoir selon les coordonnées de « la science », mais de se laisser situer, forcés à penser par une situation problématique et par ceux et celles pour qui ce problème importe. *La Foncière Antidote* donne à ses « amis », qui sont le plus souvent des chercheurs patentés, l'insigne privilège d'apprendre à se « réapproprier » leur métier. Et d'apprendre avec d'autres ce que c'est qu'aider sans savoir mieux. Aider en passant par les histoires qui comptent et les manières de faire qui comptent pour d'autres. Ne pas venir avec la bonne volonté de ceux qui savent mieux, mais venir enfin rencontrer ceux dont ils dépendent pour créer des relations d'interdépendance qui donnent à leurs savoirs leur pertinence, et qui les extraient de l'irresponsabilité naïve de se croire autosuffisants.